

Documents sauvegardés

Le Monde

© 2023 SA Le Monde. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 4 mai 2023 à BIBLIOTHEQUE-NATIONALE-DE-STRASBOURG à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20230503-LMF-6171864_3210

Nom de la source

Le Monde (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

Mercredi 3 mai 2023

Le Monde (site web) • 1430 mots

L'Europe fait-elle encore rêver les étudiants ?

Sophie Viguié-Vinson

Etudier, vivre, travailler demain dans un pays de l'Union européenne est une évidence pour un nombre croissant d'étudiants français... qui aspirent aussi à une autre Europe. Témoignages.

Etudes en immersion, colocation internationale, vie nocturne et horaires décalés : « On dirait un cliché tiré du film L'Auberge espagnole, mais c'est mon quotidien depuis septembre », s'amuse Madeleine Bourguet, 18 ans. La jeune fille effectue les deux premières années de son double diplôme de droit franco-espagnol à l'université Complutense de Madrid, en partenariat avec la Sorbonne. Pourquoi s'envoler si tôt du nid familial et de France ?

« Mon lycée de secteur Marie-Curie à Sceaux [Hauts-de-Seine] proposait une section binationale pour passer un "bachibac" (contraction de baccillerato et baccalauréat). J'y ai développé mon goût pour la culture espagnole. Logiquement, j'ai voulu poursuivre sur cette lancée en suivant une formation bilingue en droit. » Les deux dernières années de son cursus sont prévues à Paris. « Mais je compte bien travailler plus tard dans des entreprises d'envergure européenne », confie Madeleine, dont le témoignage a été recueilli pour La Nuit de l'Europe, organisée samedi 13 mai par Sciences Po Strasbourg en partenariat

avec Le Monde.

Même évidence pour Lucas Nietzsche, 20 ans, en troisième année à Sciences Po Paris, après avoir passé deux ans sur le campus de Nancy avec la mineure Union européenne. De par ses origines franco-allemandes, le Strasbourgeois a l'Europe dans ses gènes. Il a aussi cultivé cette affinité naturelle en optant pour un baccalauréat à option internationale. En terminale, il a rejoint le mouvement Jeunes Européens-France, dont il dirige aujourd'hui la revue Le Taureau. « Avec nos publications en sept langues, nous essayons de susciter le débat auprès de nos trois millions de lecteurs, explique Lucas, qui vit son engagement comme une école de la démocratie européenne. Si je m'oriente vers le journalisme, conclut-il, ce sera pour exercer partout en Europe. »

Les plus passionnés tombent souvent dans la potion très jeune, à l'instar de Madeleine, Lucas ou Pauline Chetail. Cette dernière s'est engagée au Parlement européen des jeunes au lycée et le dirige aujourd'hui depuis le siège berlinois. « Présente dans trente-six pays, notre association sensibilise col-

égiens, lycéens et apprentis aux valeurs européennes. Nos grands regroupements leur permettent de dialoguer sur les enjeux-clés de la paix et de la démocratie, de la justice ou du climat. »

De quoi susciter des vocations précoces. « Les trois quarts des adhérents repèrent, à ces occasions, des zones géographiques où ils aimeraient travailler plus tard, au-delà de leurs frontières nationales », ajoute la trentenaire, qui a elle-même expérimenté ce parcours. Après un master en gouvernance européenne, Pauline a exercé à Londres, à la University College London, puis à Bruxelles, au sein du think tank Bruegel, pour faire du fund-raising (« collecte de fonds »), avant de s'installer à Berlin et de diriger l'association.

Des jeunes diplômés europhiles

Son profil a de quoi faire rêver les nombreux Français pro-Europe de la génération montante, à en croire la dernière édition du baromètre « Regard des jeunes sur l'Union européenne en 2022 », publié en janvier dernier (DJEPVA-Credoc-Injep) : 75 % des 15-24 ans « considèrent l'appartenance de la France

Documents sauvegardés

à l'Union européenne comme une bonne chose » contre 58 % des Français en moyenne (tous âges confondus) et 72 % de la totalité des jeunes européens.

Le niveau de formation s'avère déterminant : « 56 % des titulaires d'un diplôme supérieur au bac, contre 38 % peu ou pas diplômés, ont une image positive de l'Europe, qui incarne majoritairement la puissance économique et l'entente cordiale entre les Etats », précise Jörg Müller, du Crédoc, l'un des auteurs de l'étude. « Ils reconnaissent majoritairement que notre pays n'aurait pu faire face à l'épisode Covid aussi facilement en étant isolé, et plus récemment, le conflit Ukrainien a certainement renforcé un sentiment d'appartenance », ajoute le chercheur.

Moins les jeunes sont formés, moins ils espèrent de l'Europe et de ses lointaines institutions. Plus ils étudient, plus ils sont europhiles, surtout si le cursus est tourné vers l'international. « C'est encore plus sensible pour les frontaliers et les Franciliens, qui profitent plus que les autres des opportunités de mobilité », souligne Jörg Müller, en s'appuyant sur une étude de l'Office franco-allemand pour la jeunesse de 2022. Accessible à un public plus large, l'Europe pourrait donc faire rêver davantage d'étudiants.

L'enjeu est bien compris. En 2017, Emmanuel Macron a annoncé son objectif d'élargir le nombre de bénéficiaires de séjours longs. Il s'est engagé à ce que d'ici à 2024, 50 % d'une classe d'âge ait passé au moins six mois dans un autre pays de l'Union. A un an de l'échéance, seulement 14 % des jeunes effectuent ces séjours longs, et 52 % partent pendant plus d'un mois, d'après le baromètre publié par DJEPVA-Crédoc-Injep.

De nombreux indicateurs illustrent le tropisme européen des jeunes, et pas seulement des étudiants. « Les demandes de bourses Erasmus + ont nettement progressé en 2023. Plus de la moitié est encore accordée dans le cadre de l'enseignement supérieur, mais les demandes des scolaires et des apprentis prennent une part croissante », note Nelly Fesseau, directrice de l'agence Erasmus +.

Toutes catégories confondues, les Français s'imposent en champions des échanges devant les Allemands, les Espagnols, les Italiens et les Polonais, ce qui pourrait expliquer leur sentiment positif renforcé à l'égard de l'Europe. « Pour aller plus loin, la France s'est engagée dans le développement d'"universités européennes", ainsi labellisées, qui fonctionnent en réseau pour multiplier les partenariats », ajoute Nelly Fesseau. A l'image de l'alliance Epicur, qui regroupe neuf universités de pays différents depuis 2019, dont celles de Strasbourg et de Haute Alsace.

De nouvelles attentes

« L'offre de formations croisées multilinguistiques, sur les institutions européennes et le développement durable s'est renforcée dans ce cadre », explique Jean-Marc Planeix, vice-président de l'université de Strasbourg. « Nous multiplions les stages, les formats d'enseignement permettant aux étudiants de nombreuses filières d'obtenir des crédits dans les pays de l'alliance, et nous créons des cursus sur plusieurs années inspirés des Liberal Arts and Sciences [Bachelor en sciences humaines avec une mineure scientifique]. Les mobilités de durée variable visent à accroître la participation en s'adaptant aux besoins. Et d'ici à 2026, plus de la

moitié de nos étudiants auront pris part à une expérience européenne, tous formats confondus », ajoute-t-il. On est loin des séjours standardisés de six mois décrétés par la présidence en 2017. Le monde change, les outils et les rêves des jeunes aussi.

Pour répondre aux nouvelles attentes, les formations évoluent donc. Historiquement tourné vers l'Europe depuis sa création dès 1945, l'Institut d'études politiques (IEP) de Strasbourg propose ainsi une filière spécifique préparant aux carrières institutionnelles. « Nous adaptons notre offre de masters en mettant plus l'accent sur l'Europe sociale et environnementale, ainsi que sur les enjeux liés à la sécurité. Et plus seulement sur l'aspect technocratique des institutions qui ne peut suffire à relever les défis à venir », explique le directeur adjoint de l'établissement, Emmanuel Droit.

L'un de ses élèves, Simon Derieux-Billaud, en Master 2 de relations internationales, en cinquième année, abonde : « Nous avons besoin d'un enseignement articulant la connaissance des institutions, des humanités et des nouvelles technologies pour nous préparer à la gestion des crises. » Passé par un lycée en Picardie et la faculté d'Amiens, où il s'est senti très éloigné de ces questions, avant d'intégrer l'IEP et de faire un stage au Conseil de l'Europe, le jeune homme mesure le fossé avec des citoyens peu formés. Comme beaucoup de condisciples, il est partagé entre le poids paralysant des dangers qui menacent, et le rêve enthousiasmant d'un Parlement fort et participatif, d'une autre Europe à construire, plus proche, plus juste et plus engagée dans la défense de l'environnement. Pour Simon, Lucas et Madeleine, c'est même la seule possible.

Documents sauvegardés

Cet article est réalisé dans le cadre de la seconde édition de La Nuit de l'Europe, organisée samedi 13 mai 2023 de 18 h 30 à minuit au Cardo par Sciences Po Strasbourg en partenariat avec « Le Monde ». La nuit de l'Europe rassemble chercheurs, journalistes, artistes et étudiants autour des grands enjeux politiques, socio-économiques, culturels et géopolitiques. Ouvert au grand public, cet événement est gratuit et sans inscription préalable.

Pour plus d'informations : Sciencespo-strasbourg.fr

Cet article est paru dans Le Monde (site web)

https://www.lemonde.fr/international/article/2023/05/03/l-europe-fait-elle-encore-rever-les-etudiants_6171864_3210.html

Note(s) :

Mis à jour : 2023-05-03 07:00 UTC +0200